

L'economie d'un secteur aquacole : la production de *Macrobrachium Rosenbergii* en Guyane



Aquafarming in Guyana (*Macrobrachium Rosenbergii*) finds itself confronted today with a serious economic problem linked to a concurrence of factors of differing origins. - The absence of markets (an apparently cyclical phenomenon) has hindered many operations and calls into question the producing sector in its current form (See table 5: stock SICA 1987). But behind this difficulty, other deeper and longer-lasting ones call for questions to be asked. During analysis of the sector, structural blockages appear from the first years of operations, which, combined with the prolonged absence of revenue, accelerates a process of decline (see the spiral of recession in the text). These other factors are: - 1) An environment that hinders the creation of new farms (difficulties and delay of basin construction sites, wavering about the chosen farming techniques, changes while engaged in operations...) - 2) A complete unawareness of the true capabilities of markets and competitors. - 3) An overestimation of possible yields in the first years. - 4) Underestimating cash flow needs and the consequences of taking out a large loan (see appendix 5, corporate earnings). - 5) Difficulty with implementing a solid and sustainable business structure. - 6) A serious and rapid deterioration of relations among the people involved in this production sector caused by a great deal of confusion about the role, attributions and sphere of expertise of each one of them (confusion in particular among IFREMER, France Aquaculture, and Guyane Aquaculture). Taken all together, these factors mean that we must consider today that the solutions proposed in response to the problem of marketing (See appendix 8 on the DDA proposal and appendix 9 on the GEM report), cannot suffice either to revive discontinued farms or to go ahead with planned projects., (OCR non contrôlé) L'aquaculture en Guyane (*Macrobrachium Rosenbergii*) se trouve confrontée aujourd'hui à un grave problème économique lié à la conjonction de facteurs de natures distinctes. - L'absence de débouchés (phénomène en apparence conjoncturel) est venu bloquer bon nombre d'exploitations et remet en cause le secteur productif dans sa forme actuelle (Cf. tableau 5 : stock SICA 1987). Mais derrière cette difficulté, d'autres plus profondes et durables amènent à poser des questions. A l'analyse du secteur, des blocages structurels apparaissent, dès les premières années d'exploitation, qui combinés à l'absence prolongée de recettes, accélèrent un processus de déclin (cf dans le texte la spirale de la récession). Ces autres facteurs sont : - 1) Un environnement contraignant pour la création des fermes (difficultés et retard des chantiers de construction de bassins, hésitations sur les techniques d'élevage choisies, modifications en cours d'exploitation...) - 2) Une méconnaissance totale des capacités réelles des marchés et des concurrents. - 3) Une sur-estimation des rendements possibles les premières années. - 4) Une sous estimation des besoins de trésorerie et des conséquences d'un recours à l'emprunt important (cf annexe 5 résultats d'entreprises). - 5) Une difficulté à mettre en place une structure professionnelle solide et pérenne. - 6) Une grave et rapide dégradation des relations entre les acteurs de ce secteur de production causée par de sérieuses confusions sur le rôle, les attributions et les domaines de compétences de chacun d'eux (confusion notamment entre IFREMER, FRANCE AQUACULTURE, GUYANE AQUACULTURE). L'ensemble de ces facteurs fait que l'on doit considérer aujourd'hui que les solutions proposées en réponse au problème de commercialisation (Cf annexe 8 sur proposition DDA et annexe 9 sur rapport GEM), ne peuvent suffire ni pour relancer les fermes arrêtées ni pour réaliser les projets envisagés). Celles ci ne tiennent pas compte de la dégradation des relations entre les différents partenaires et reposent uniquement sur une intégration accrue des producteurs dans un environnement que pourtant la plupart ont déjà rejeté (ceci est caractéristique de la proposition de Mr FINET, DDA GUYANE ; cf annexe 8). - Il convient de plus de réviser sérieusement les seuils de rentabilité des entreprises en tenant compte d'un prix de revient qui intègre la totalité des charges imputables à ces productions et non plus seulement une partie comme cela a trop souvent été le cas. Le calcul du prix de revient sur la base des données comptables d'une exploitation (cf annexe 5) donne comme résultat la valeur de 90 Frs/Kg si on tient compte d'une estimation des charges imputables à une partie de production non pêchée, stockée en bassin. Si on ne prend pas en compte cette estimation, le prix s'établit au niveau de 130 Frs. Dans les deux cas les prix de vente actuels ne laissent entrevoir un quelconque bénéfice. Ceci résume bien le problème majeur de cette activité. Si on prévoit la remise en activité des fermes aujourd'hui stoppées, on doit prendre en considération que cela va inévitablement accroître leurs charges financières par un recours supplémentaire au crédit. Le prix de revient s'alourdira d'autant. Cette hypothèse n'étant réalisable qu'après une confiance retrouvée auprès des banquiers, ce qui en l'état actuel est loin d'être gagné. - C'est l'ensemble de ces contraintes qu'il convient de prendre en compte aujourd'hui si on souhaite tirer un bilan sérieux et objectif sur cette expérience dont les effets escomptés sont loin d'être obtenus (effet sur la balance commerciale déficitaire en crevettes, effet sur le développement de la Guyane...). Ce n'est qu'au terme d'un travail d'analyse technique mais aussi économique qu'un réajustement des prévisions de base pourra être effectué. Mais parallèlement à cette démarche, une re-définition de l'organisation du secteur doit être recherchée. Ceci passe entre autre par une re-définition claire de la place et du rôle de chacun des organismes qui sont amenés à intervenir dans cette activité. Sans cela toute proposition d'action risque d'aboutir à très court terme à un nouvel échec.

Auteurs du document : Catanzano, Joseph

Mots clés : SEM

Date : 1988

Format : text/xml

Langue : Inconnu

Droits d'utilisation : info:eu-repo/semantics/openAccess, restricted use

Télécharger les documents : <http://archimer.ifremer.fr/doc/1988/rapport-2300.pdf>

<http://archimer.ifremer.fr/doc/00000/2300/>

Permalien : <https://www.documentation.eauetbiodiversite.fr/notice/l-economie-d-un-secteur-aquacole-la-production-de-macrobrachium-rosenbergii-en-guyane0>



Ce portail, créé et géré par l'Office International de l'Eau (OIEau), est géré avec l'appui de l'Agence française pour la biodiversité (AFB)

**AGENCE FRANÇAISE
POUR LA BIODIVERSITÉ**
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT